



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



<http://www.projetdesociete.coop/>

C'est en septembre 2008 que l'UQO recevait 375 personnes dans le cadre d'une conférence internationale sur les initiatives des communautés locales et sur le renouvellement des États sociaux au Sud comme au Nord. Dans la même veine, le CQCM et l'ARUC-DTC organisent une conférence internationale dont l'intitulé est : Quel projet de société pour demain? Coopératives, mutuelles et territoires. Enjeux, défis et alternatives? Le CQCM et l'ARUC convient aussi tous les mouvements intéressés par un tel thème. Le sujet de notre conclusion d'ouvrage et celui de cette conférence sont très apparentés. Ce n'est pas l'effet du hasard : l'air du temps de la crise globale du capitalisme appelle une réflexion nouvelle sur l'avenir que nous voulons bâtir ensemble. Voici donc quelques extraits de cet ouvrage.

Extraits de la conclusion d'un livre qui vient tout juste de paraître ce mois-ci aux Presses de l'Université du Québec (PUQ), collection *Initiatives* et dont l'intitulé est *Mouvements sociaux, démocratie et développement. Les défis d'une mondialisation solidaire*.

par Louis Favreau (CRDC), Lucie Fréchette (ARUC-ISDC) et René Lachapelle (GESQ)

Sortir du capitalisme : un *new deal* écologique et social pour la planète

Le 20^e siècle a vu surgir un «new deal» entre le capitalisme et le mouvement ouvrier, ouvrant ainsi une série de compromis qui ont sorti les pays du Nord du capitalisme sauvage au bénéfice de régulations sociales, notamment la reconnaissance de la légitimité des mouvements sociaux : mouvement des travailleurs, organisations de producteurs agricoles, mouvement coopératif et mutualiste ainsi que des associations de consommateurs. La mobilisation de ces mouvements et les régulations mises en place ont permis de transformer la condition ouvrière en condition salariale permettant à tous les travailleurs de disposer d'une citoyenneté, avec les pleins droits que cela confère, et d'une protection sociale de base universelle.

Et si on allait vers un *new deal* écologique et social à l'échelle de la planète. Autrement dit, si le 20^e siècle a donné un *new deal* social significatif pour les travailleurs, un État social, il n'est pas interdit de croire à l'émergence au 21^{ème} siècle d'«une nouvelle utopie, une sorte de *New Deal* écologique, d'une entente générale entre les États visant un développement durable mais cette fois-ci à l'échelle mondiale». Tels sont les propos que tient depuis quelques années Alain Lipietz, économiste et chercheur au CNRS, député

pendant 10 ans au Parlement européen et figure bien connue du Parti vert en France¹. Il ne suffit pas en effet d'agir localement et de penser globalement. Il faut aussi agir globalement. Un *new deal* écologique et social implique beaucoup de choses, comme l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, le développement sans précédent d'un commerce international de produits écologiquement sains dont le commerce équitable n'est qu'une amorce, la protection de la biodiversité à l'échelle de la planète par un organisme international doté de pouvoirs afférents, la démocratisation de l'économie, son virage au vert, le renforcement des États sociaux, une solidarité internationale accrue, une lutte contre la concentration des activités économiques dans quelques grands centres urbains par le développement des économies des régions, etc. Il s'agit donc bien d'une **action collective de longue durée**. Le changement ne peut venir d'un seul coup. C'est là le défi de ce siècle.

Beaucoup de choses ont changé sur le plan international dans les deux dernières décennies : grandes transitions économiques, politiques, sociales et environnementales de la planète; transformation des grandes organisations sociales nées ou reconstituées dans l'après-guerre, tels le mouvement syndical, le mouvement des agriculteurs et le mouvement coopératif; émergence de nouveaux réseaux ou de nouvelles organisations : mouvement de la consommation responsable, économie solidaire et commerce équitable, réseaux de femmes dans les quartiers des bidonvilles du Sud, réseaux de développement local, etc. Sans compter l'internationalisation de l'action collective à travers l'expérience de la Marche mondiale des femmes, des Forums sociaux mondiaux et d'une multitude de réseaux initiés par la société civile. Les mouvements sociaux, à des degrés divers, comprennent aujourd'hui l'importance de renouveler leurs orientations et leurs stratégies de développement dans ce nouveau paysage national et international.

Malgré la déroute des projets de grande envergure des mouvements dits de libération nationale et de la mouvance socialiste et même si la mondialisation néolibérale représente indiscutablement une tendance forte et durable, le rapport des forces en présence n'est pas à sens unique pour autant. La conjoncture économique et politique internationale, très incertaine et très instable, a ouvert une **brèche**. Tous les mouvements ici au Québec ou ailleurs dans le monde que ce soit le mouvement coopératif, le mouvement des travailleurs (les syndicats), le mouvement des agriculteurs, le mouvement communautaire, le mouvement de la consommation responsable, le mouvement des femmes, le mouvement écologique... sont dans un processus obligé de renouvellement de leurs stratégies: pour leur propre avenir et pour augmenter en puissance une **solidarité internationale** qui s'impose de plus en plus face à la portée actuelle de l'interdépendance.

¹ Dans *Alternatives économiques*, numéro 63, hors série, 2005, p. 50. Voir aussi son livre sur l'urgence écologique (2009).

Pour bâtir un «new deal» écologique et social, il faut sortir du capitalisme

Un nouveau «new deal» écologique et social engage des actions sur plusieurs fronts : 1) un renouvellement des régulations à l'échelle internationale; 2) un développement écologique où l'on accorde plus de place aux entreprises de caractère public et à propriété collective qu'à l'économie marchande dans des créneaux d'avenir, et tout particulièrement pour le développement d'une économie verte misant sur les énergies renouvelables et le maintien des écosystèmes; 3) des mouvements sociaux qui convergent autour d'axes stratégiques communs; 4) une redistribution des richesses par des impôts plus progressifs permettant d'offrir des services publics renouvelés; etc.

À première vue, le projet paraît presque irréaliste. Parce qu'il suppose de bousculer fortement les pouvoirs établis. Parce que la plupart des entreprises s'en tiennent toujours aux plus bas salaires. Parce que les pouvoirs publics, sous la pression de puissants lobbies privés, s'engagent très peu dans le repartage des richesses et des revenus. Sans compter la force des multinationales qui veulent à tout prix maintenir le même modèle productif à l'échelle de la planète. Il y a donc des blocages majeurs. Mais n'a-t-on pas vu le mouvement ouvrier (syndicats, coopératives, partis politiques de gauche), dans la sortie de crise des années 1930, être capable, dans nombreux pays du Nord, d'imposer aux pouvoirs publics des demandes sociales incontournables qui ont donné naissance à ce «new deal» du 20^e siècle et aux États sociaux qui l'ont porté? Les grandes réformes ont été le produit de compromis entre groupes que ne poursuivaient pas les mêmes objectifs. Les États sociaux édifiés tout au long de 20^e siècle ont donné leur pleine mesure dans la période dite des «Trente glorieuses» parce que d'un côté le mouvement ouvrier a su s'affirmer et négocier le partage de la richesse avec ses adversaires et, de l'autre les gouvernements et dirigeants politiques ont fini par s'ouvrir à la «question sociale».

Ce qui suppose très clairement que les mouvements sociaux de toutes catégories se renforcent et s'insèrent davantage dans un mouvement citoyen international en émergence, c'est-à-dire, pour être concret, dans la dynamique sociale et politique des forums sociaux mondiaux et autres réseaux de ce type. Tentons ici d'explorer quelques pistes que pourrait emprunter une mondialisation équitable.

Première piste de sortie du capitalisme : redéfinir le développement et démocratiser l'économie

Aujourd'hui la mondialisation néolibérale et la montée des inégalités qu'elle a provoquée ont relancé le débat à l'échelle de la planète sur la nécessité de **repenser l'économie**. Le développement est prisonnier d'une définition trop restrictive qui l'associe la plupart du temps à la croissance. L'indice de développement humain (IDH) introduit dans le débat à ce propos par le PNUD dans les années 90 a ouvert la voie à l'articulation de l'économie avec la démocratie et les droits sociaux, et plus récemment avec les indispensables critères écologiques. De plus en plus de mouvements et de chercheurs, sur ces questions,

abondent dans ce sens en proposant par exemple de relocaliser les activités économiques précisant non sans raison qu'il faut rompre avec la mondialisation néolibérale qui abolit les territoires et dévalorise les cadres de vie, ou encore de développer une fiscalité nouvelle (taxes «kilométriques» sur les transports...), de miser sur les énergies renouvelables, de diminuer la consommation énergétique de l'industrie, de l'agriculture, de l'habitat et du transport par des mesures incitatives fortes, voire contraignantes (Harribey et Plihon, 2009).

Repenser l'économie, c'est aussi porter une attention particulière à la place des entreprises à propriété collective. Avec leurs 150 ans d'histoire, ces entreprises collectives ont largement démontré, malgré tous leurs déboires, qu'elles ont été et sont encore aujourd'hui une des réponses les plus appropriées aux besoins des classes moyennes et des classes populaires, surtout dans les pays du Sud, souvent dépourvus de tout État social réel. Le mouvement qu'elles cherchent à construire est un mouvement capable de lutter contre les inégalités (contre la dépendance économique) et pour des sociétés démocratiques et équitables. Il faut aussi compter sur la plus élémentaire entrée de la démocratie dans les entreprises, c'est-à-dire l'organisation de syndicats dans toutes les branches de l'économie, pour que les travailleurs y aient leur propre voix.

La fécondité des entreprises coopératives, au-delà d'une réussite économique contrastée, tient à leur force de proposition et d'interpellation. Dans un contexte où beaucoup partagent une interrogation souvent résignée sur les finalités humaines de l'économie, elles sont autant de laboratoires où se recomposent les rapports individu-entreprise, travail-capital, intérêt privé-intérêt général...Le caractère citoyen des coopératives naît des exigences qu'elles se donnent; au-delà de leurs réalisations, leurs membres persistent à inscrire leurs convictions dans des structures économiques...

Extraits du film documentaire intitulé : *Héritiers d'une utopie, les coopératives aujourd'hui* de Vincent Berthet et de J.-F. Santoni.

Deuxième piste de sortie du capitalisme: la question de l'État social ou comment repenser la solidarité

Nous sommes probablement à une étape critique de l'histoire de l'État social dans la plupart des pays du Nord. Le mouvement général de ces États est cependant devenu moins lisible : brouillage de politiques publiques de plus en plus ciblées ou abandonnées au privé; tyrannie des modes de gestion du privé dans les services publics, dictée par l'idéologie de la «nouvelle gestion publique»; utilisation de l'État comme pompier de service des banques dans le sillage de la crise financière. D'où l'interrogation: État-providence ou État manager? Dans les pays du Sud, l'État social demeure une utopie plus qu'une réalité effective, d'autant qu'une majorité de ces pays connaissent un régime politique autoritaire.

La question qui se pose alors est celle de l'avenir de la démocratie et des États sociaux dans le monde. Question difficile s'il en est une parce que les aspirations politiques des mouvements sociaux et de la gauche politique en général sont aujourd'hui, à l'échelle de la planète, dépourvues de références communes pertinentes : le communisme, avec ses différents visages, longtemps la référence et l'espoir des pays du Sud tout en étant fortement présent dans nombre de pays d'Europe, est tombé en désuétude tandis que la social-démocratie n'a guère suscité d'enthousiasme des générations militantes des deux dernières décennies, davantage mobilisées par l'écologie sociale ou politique. Mais l'équation de base de la social-démocratie n'a pas perdu de son actualité à savoir repenser la solidarité, la justice sociale, l'efficacité économique et la démocratie. En d'autres termes, le renouvellement de l'État social doit maintenir l'horizon de la justice sociale porté par les mouvements sociaux qui l'ont fait naître en prenant en compte l'inédit de la situation actuelle: les exigences plus fortes de l'urgence écologique, de la solidarité internationale en contexte d'interdépendance accrue et d'une culture démocratique dans l'élaboration d'alternatives au capitalisme mondialisé.

Nous référons ici, au sein des différentes gauches à l'échelle internationale, aux espoirs générés par une économie verte issues des communautés locales, aux espoirs de solidarité internationale issus des forums sociaux mondiaux et aux espoirs entourant les innovations démocratiques de gouvernements locaux (budgets participatifs, conseils de quartier...). Ces expériences venues pour beaucoup du Sud sont stimulantes, mais pour le moment, encore fort parcellaires. Car si elles révèlent le potentiel d'États sociaux par le bas, les gouvernements locaux progressistes constituent pour le moment l'exception plutôt que la règle. Bref, nous ne sommes pas encore à l'aube de grandes réformes portés par des mouvements sociaux apparaissant tout à la fois sur les scènes locale, nationale et internationale. Nous ne sommes pas non plus à l'abri des logiques d'inversion susceptibles de transformer les espoirs en régimes totalitaires comme nous l'a démontré l'expérience communiste.

À la différence d'hier cependant, comme le disait récemment la Société québécoise de sciences politiques à l'ouverture de son colloque annuel (SQSP, 2008) :

La vie politique est maintenant marquée par une diversité d'acteurs et de formes de participation politique. La prise de décision intègre, en plus des acteurs traditionnels, comme les partis politiques, différents groupes et associations plus ou moins structurés autour d'enjeux locaux, nationaux ou internationaux. Parallèlement, les lieux de discussion et de décision se multiplient...et les groupes peuvent frapper à plusieurs portes pour finalement faire pression là où leur poids politique est le plus grand...De nouveaux moyens de communication facilitent aussi la mobilisation des groupes.

Rappelons à cet égard ce que le sociologue François Houtard disait à l'ONU : « Le monde a besoin d'alternatives et pas seulement de régulations » (Houtart, 2008). Les régulations sont construites par des

États et des partis politiques qui aspirent au pouvoir, les alternatives se construisent dans les espaces que les mouvements se donnent, comme les forums sociaux.

Troisième piste de sortie du capitalisme : se mettre au vert

Tout le monde aujourd'hui veut se mettre au vert. La question est de savoir ce que cache le «vert», notamment le poids imposé au Sud qui hérite des coûts écologiques sans participer aux profits de la croissance. Pour nous, cela signifie qu'il faut trouver des réponses satisfaisantes à l'urgence écologique car la crise écologique, avant, avec et après Copenhague, confirme, chiffres à l'appui, être la plus grave de toutes, celle du changement climatique, du réchauffement planétaire, de la perte de la biodiversité. Réponse : passer à une économie écologique nous fait entrer en guerre au sens où, comme le dit Susan George, les États-Unis sont entrés en guerre en 1941 suite à l'attaque de Pearl Harbour (George, 2008). Ce faisant, l'économie du pays s'est convertie en un peu moins de deux ans en économie de guerre. Notre Pearl Harbour aujourd'hui, c'est le mur que nous nous apprêtons à frapper bientôt au plan écologique, car le changement climatique sera irréversible (Kempft, 2008; Lipietz, 2009).

Concrètement, pour tous les pays et pour tous les ménages, le projet d'une automobile pour chacun est invivable. Plutôt des logements bien isolés et produisant leur propre énergie, des transports en commun; des banques consacrant un pourcentage de leurs prêts pour des fins de protection de l'environnement... Bref, au Nord, rediriger une partie de l'argent public et de l'argent privé vers une économie verte. Et dans le Sud, sortir de l'aval destructeur de la croissance du Nord et rediriger l'aide publique vers une économie verte en commençant par éliminer le fardeau de la dette. Puis forcer les entreprises à assumer leurs responsabilités sociales et écologiques, et à s'entendre avec les communautés locales où elles veulent s'implanter. Enfin, faire progresser la force d'inspiration des entreprises collectives, coopératives ou autres, qui ne sont pas limitées à la seule recherche de rendement pour des actionnaires mais branchées sur la double perspective d'une viabilité économique et d'une utilité sociale (Massiah, *Le Devoir*, 9 novembre 2009).

Pour Kempft (2008), journaliste spécialisé dans les questions écologiques au journal *Le Monde*, l'impératif écologique doit devenir le déterminant des politiques publiques. Pour Lipietz, l'économiste et l'ex député vert, l'écologie n'est pas une force d'appoint mais une proposition centrale. En boutade, on est loin de la période où l'écologie était assimilée à la défense des petits oiseaux. Elle est devenue un impératif politique.

Quatrième piste de sortie du capitalisme : aller vers de nouvelles formes internationales d'organisation des mouvements sociaux et des institutions

Du côté des mouvements sociaux, les forums sociaux mondiaux (FSM) ont ouvert une voie. Le mouvement citoyen international, bien qu'émergent, est bien vivant depuis près d'une décennie. Des campagnes internationales en faveur de l'annulation de la dette, la lutte contre les règles de libéralisation des marchés de l'OMC, l'exigence d'une réforme du FMI et de la Banque mondiale (BM), la demande d'une taxation des transactions financières, la fermeture des paradis fiscaux fournissent des exemples de mobilisation à l'échelle internationale. De même, les FSM fournissent un éclairage sur le type de mondialisation en cours et ouvrent un espace de débat sur les institutions internationales dont nous disposons pour faire face à la crise globale.

En outre, une nouvelle articulation des échelles d'intervention (locale, nationale et internationale) se fait jour, ce qui était auparavant très faible ou inexistant, car les mobilisations se faisaient, pour l'essentiel, dans un cadre presque exclusivement national. Et cette mobilisation qui s'internationalise tire son fondement, par delà les modèles socialistes, sociaux-démocrates, verts ou libertaires, de la Déclaration universelle des droits de l'homme :

Le mouvement citoyen international construit une alternative autour d'une ligne directrice, celle du respect des droits. Dans chaque société et au niveau mondial, la prise de conscience de l'impasse portée par le modèle néolibéral et l'ajustement structurel progresse. Une contre-tendance chemine dans le droit international : l'idée qu'il est possible de réguler l'économie et les échanges à partir du respect des droits ; les droits civils et politiques autant que les droits économiques, sociaux et culturels. Dans chaque mobilisation, cette référence aux droits est de plus en plus centrale. Elle s'impose dès que l'objectif des mobilisations n'est pas de définir les politiques et les institutions idéales ; de mimer le pouvoir alors qu'on ne l'a pas. Il est de rappeler les valeurs et les principes. Il est aussi de protéger l'autonomie des mouvements et des pratiques populaires... (Massiah, 2003).

Du côté des institutions internationales, de nouvelles idées ont également surgi. À titre d'illustrations, mentionnons: le pouvoir de contrainte accordé à des institutions comme l'Organisation internationale du travail (OIT); le renforcement de l'influence de programmes internationaux comme le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE); la mise sur pied d'un Conseil économique mondial (CEM) «pour favoriser la transition vers un modèle de croissance à faible émission de carbone, générateur d'emplois verts et décents» comme le propose la Confédération syndicale internationale (CSI, communiqué en ligne du 24 juin 2009); la réduction du fossé des inégalités sociales de santé en une génération, comme le propose l'OMS; etc.

Cinquième piste de sortie du capitalisme : aider le Sud à s'organiser lui-même

Par l'intermédiaire d'une aide publique renouvelée et par une intensification de la coopération internationale de proximité, il est possible de faire valoir des interventions et des mobilisations souvent sous-estimées, voire ignorées : soutenir l'économie populaire prévalente dans la plupart des pays du Sud, mais incomprise et même méprisée d'une certaine coopération internationale; favoriser le premier

développement, celui du renforcement du tissu économique local, que l'Europe a bâti pendant 200 ans avant de pouvoir réaliser sa révolution industrielle; soutenir les communautés dans le contrôle des ressources naturelles qu'elles possèdent; soutenir l'agriculture de proximité, abandonnée depuis 30 ans en Afrique, pour permettre à ce continent de passer d'une agriculture de rente à la souveraineté alimentaire; mettre en place les dispositifs d'épargne et de crédit nécessaires au développement local; stimuler des gouvernements locaux dans la mise sur pied de systèmes de fiscalité locale; stimuler les capacités institutionnelles et communautaires en matière de santé, de services sociaux, d'éducation; développer l'économie des régions, etc.

Ces pistes n'ont rien de révolutionnaire à première vue, mais, mises ensemble, elles permettent d'ouvrir la voie à une économie au service de la société. Elles offrent à la coopération internationale une occasion de sortir de formes diverses de colonisation et aux pouvoirs publics et à la politique de sortir de leurs pesanteurs historiques. Elles interpellent tous les mouvements et toutes les institutions pour que l'urgence écologique soit réellement prise au sérieux. Les mouvements sociaux ouvrent la voie en soutenant des alternatives; les gouvernements et institutions s'en emparent pour inscrire de nouvelles régulations permettant de sortir du «tout au marché» et les mouvements misent sur leur autonomie pour que la société ne verse pas dans le «tout à l'État».

Des alternatives sont déjà là dans toutes sortes d'expériences locales concrètes qu'il faut cependant coupler avec des alternatives globales. Cela exige une indispensable réflexion pour revisiter les divers projets politiques de dépassement du capitalisme, de la régénération de la social-démocratie à l'écosocialisme. Travail dans la durée, dans le respect du pluralisme, dans l'esprit d'assurer les convergences. Tous ces projets alternatifs ne pourront cependant pas passer à côté de l'urgence écologique et de ce que cet ouvrage tente de faire valoir : la **solidarité internationale** intervient aujourd'hui plus que jamais dans le processus de transformation sociale, comme **valeur** de premier ordre et comme **stratégie déterminante**. L'ouverture de nouveaux espaces politiques est intimement liée à l'échelle actuelle des enjeux qui est l'échelle mondiale.

Pour en savoir plus

Favreau, L., L.Fréchette et René Lachapelle (2010), *Mouvements sociaux, démocratie et développement. Les défis d'une mondialisation solidaire*. PUQ, Sainte-Foy.

Lectures complémentaires

George S. (2008), «Une économie écologique pour sortir de la crise», revue *Politis*, octobre-novembre, Paris, p.51 à 54.

Harribez, J.-M et D. Plihon (2009), «Une grande transformation s'impose» dans la revue *Alternatives économiques*, Dossier *La crise*, avril 2009, p. 151 à 155.

Houtart, F. (2008), «Le développement contre et au-delà de la crise». Exposé à l'Assemblée générale de l'ONU. Texte disponible sur le site du GESQ, rubrique *Enjeux* : <http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/index.html>

Kempft, H. (2009), *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*. Seuil, Paris

Lipietz, A. (2009), *Face à la crise, l'urgence écologique*, Ed. Textuel, Paris.